



HAL
open science

Socialisation politique

Lucie Bargel

► **To cite this version:**

Lucie Bargel. Socialisation politique. Dictionnaire Genre & science politique, Presses de sciences po, pp.468-480, 2013. halshs-00869413

HAL Id: halshs-00869413

<https://shs.hal.science/halshs-00869413>

Submitted on 4 Jan 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0
International License

Socialisation politique

Lucie Bargel

La socialisation désigne la « façon dont la société forme et transforme les individus », les processus, conscients ou non, au cours desquels ces derniers intériorisent les normes sociales de différentes instances de socialisation, la famille, les professionnels de l'enfance, l'école, les pairs, les médias, le milieu professionnel, le conjoint, etc. (Darmon, 2010). En un sens, toute socialisation, en ce qu'elle actualise des positions et des dispositions de classe, de sexe, de race peut être considérée comme « politique », au sens large, c'est-à-dire comme relevant des rapports de pouvoir au sein d'une société. De même, à partir du moment où l'on considère que le genre se présente notamment sous la forme de normes incorporées, genre et socialisation sont inséparables : on peut ramener les différences observées entre hommes et femmes à des écarts de socialisation, à une socialisation genrée. On se limitera cependant ici aux trois principales manières dont la dimension genrée de la socialisation politique a été travaillée en science politique (plus ou moins explicitement) : la socialisation politique primaire, la socialisation produite par l'engagement politique et la socialisation au métier politique.

La socialisation politique « primaire »

La transmission familiale des préférences électorales est une question pionnière de la sociologie behaviouriste des comportements politiques dès les années 1940 aux Etats-Unis. Le sexe est alors pris en compte en tant que « variable lourde » influençant l'intérêt porté à la politique et, par là, la participation électorale (Maurer, 2000). Le sexe reste depuis lors mobilisé comme une variable sociologique parmi d'autres susceptibles d'influencer les comportements électoraux.

Passeron et de Singly (1984) explorent la détermination de la socialisation par la classe sociale et le sexe, montrant qu'en matière d'intérêt pour la politique, le croisement de ces deux « variables » ne produit pas d'effet cumulatif univoque : certes, dans l'ensemble, les enfants de sexe masculin s'intéressent davantage à la politique que les enfants de sexe

féminin, et les enfants des classes supérieures plus que ceux d'ouvriers ; mais les filles des classes supérieures ne s'intéressent pas davantage à la politique que les filles des classes moyennes salariées, qui elles-mêmes s'intéressent nettement plus à la politique que les fils de leur classe sociale.

Tableau 1. Intérêt déclaré pour la politique selon le sexe et la classe sociale. Source : Passeron, de Singly, 1984, p.64 (tableau simplifié par Maurer, 2000).

	Fort intérêt pour la politique (en %)	
	Fils	Filles
Classes supérieures	36	17
Classes moyennes salariées	11	17
Classes moyennes indépendantes	7	7
Employés	14	7
Ouvriers strate supérieure	19	13
Ouvriers strate inférieure	6	5
Ensemble	15,5	11

Vincent Tournier (1997) croise, pour sa part, la variable sexe avec celle de la génération familiale, insistant sur le déclin de l'intérêt pour la politique des lycéens par rapport à leurs parents ; ses données montrent par ailleurs le maintien d'un désintérêt pour la politique davantage présent chez les lycéennes et leurs mères.

Tableau 2. Intérêt déclaré pour la politique de lycéens et de leurs parents selon le sexe. Source : Tournier, 1997, p.513 (tableau simplifié par Maurer, 2000).

Intérêt politique	Ensemble des lycéens (%)			Parents		
	Garçons	Filles	Total	Pères	Mères	Total
Beaucoup	9	4	7	18	6	11
Assez	27	23	25	43	33	37
Peu	39	42	40	33	48	42
Pas du tout	25	31	28	6	12	10

Au-delà du constat d'une inégale politisation déclarée, Anne Muxel (2001) explore le processus genré de socialisation politique familiale, celle-ci étant à ses yeux déterminante pour comprendre les comportements politiques des jeunes et des adultes en France. Elle met d'abord en évidence une politisation plus précoce des garçons qui manifestent, jusqu'à 11-12 ans, plus d'intérêt et plus de connaissances politiques que les filles. A la puberté, les garçons maintiennent cet intérêt, tandis que les filles développent une attitude de retrait, voire de contestation de l'autorité notamment politique, ce que l'on peut rapporter à la fois à une division sexuée traditionnelle des centres d'intérêts, mais aussi à une attitude critique vis-à-vis de la politique plus marquée chez les femmes. De plus, leur père est désigné par les filles comme par les fils comme le personnage le plus important de leur socialisation politique. Ces déclarations sont d'autant plus frappantes qu'en réalité A. Muxel montre que c'est la mère qui joue un rôle déterminant dans la transmission des préférences politiques, du fait de sa présence plus forte dans l'éducation des enfants et du caractère plus affectif des liens qu'elle entretient avec eux.

Il est à noter que ces travaux sur le caractère sexué de la socialisation politique primaire font écho aux études du *gender gap*, qui soulignent les écarts de comportements électoraux entre les hommes et les femmes, en Europe comme aux Etats-Unis (Achin et Lévêque, 2006). La littérature américaine consacre la socialisation aux rôles sexués (*sex-role socialisation*) comme l'une des trois logiques centrales d'explication des orientations politiques spécifiques des femmes (Sapiro, 1984 ; Trevor, 1999), conjuguée aux logiques structurelles (mesurées par la proportion de femmes dans le travail salarié, leur taux de scolarisation et leur niveau d'éducation) et situationnelles (renvoyant au statut socio-économique des femmes, dans l'ensemble moins favorable que celui des hommes). Mais à rebours des études quantitatives globalisantes qui concluent à une « surprenante » uniformité du *gender gap* quel que soit la « culture » ou le niveau de développement économique du pays (Mayer & Smith, 2004), les analyses localisées de la participation électorale soulignent les variations des écarts de comportements politiques entre les hommes et les femmes selon le milieu social et le territoire

considérés. Agrikoliansky et Lévêque (2011) montrent ainsi qu'aux élections municipales de 2008, les femmes du 16^{ème} arrondissement de Paris ont davantage voté que les hommes, tandis que c'est l'inverse dans le 10^e, ce qui s'explique largement par la composition socio-professionnelle des arrondissements : la plus forte présence de femmes « inactives » (au foyer) dans le 16e arrondissement correspond, dans ce cas, à une insertion particulièrement intense dans les réseaux sociaux locaux (autour des activités parascolaires et paroissiales) ; de plus, dans ces milieux bourgeois, ce sont elles qui entretiennent les relations sociales de la famille et, parmi elles, les relations d'allégeance à l'élu local. *A contrario*, dans le 10e arrondissement, les femmes sont plus nombreuses à être « actives », et le sont vraisemblablement souvent hors de l'arrondissement, donc moins prises dans des réseaux locaux incitant à la participation. Il faut alors souhaiter que de nouvelles études sur la socialisation politique primaire viennent explorer les processus qui autorisent de telles variations dans l'influence du genre sur les comportements électoraux, tant du côté de la participation que de l'orientation du vote.

La question des effets de génération, et notamment du rôle des événements politiques, est une autre problématique ancienne de l'étude de la socialisation politique. Le bilan critique qu'en fait O. Ihl (2002) rappelle que ces travaux n'ont guère rencontré des problématiques de genre (puisque'il s'agit de savoir si « les hommes sont les fils de leur père [ou bien] les fils de leur temps »). Ce n'est que récemment que la transmission de la mémoire d'évènements historiques, en famille et à l'école, est analysée comme un processus genré de socialisation politique (Billaud *et alii*, 2013). En étudiant la transmission de la mémoire de la Shoah à l'école en Allemagne, Alexandra Oeser (2007) insiste, de plus, sur les marges de manœuvre dont disposent en la matière les garçons des classes supérieures : alors que leur rapport à l'histoire était centré sur les combats militaires et leurs vainqueurs, lorsque les enseignants, au moment de traiter de la Shoah, requièrent désormais des qualités réputées féminines d'émotion et de compassion envers les victimes, ils parviennent à se les approprier afin d'éviter de perdre leur avantage scolaire sur les filles.

Enfin, la socialisation primaire par les pairs, longtemps négligée, connaît de récents développements qui insistent sur son caractère genré (Zaidman, 1996 ; Adler, Kless and Adler, 1992), par exemple dans l'occupation de la cour de récréation : Ruel (2009) montre que filles et garçons s'adonnent à des jeux séparés et distincts au sein d'espaces différents, les filles restant en petits groupes dans les recoins et la périphérie de la cour, tandis que les garçons circulent dans l'ensemble de l'espace. Mais si les travaux sur la socialisation genrée

des enfants et des jeunes tendent à se développer en sociologie et en sciences de l'éducation (Lemel et Roudet, 1999 ; Daflon-Novelle, 2006 ; Croity-Belz *et alii*, 2010), ils s'intéressent peu à ses dimensions politiques, ou dispositifs de socialisation à l'engagement comme le scoutisme, l'élection comme délégué de classe, etc. (à l'exception de la thèse en cours de D. Boone sur les conseils municipaux d'enfants). Et inversement, les travaux récents qui explorent le rapport des enfants à l'ordre social n'ont pas encore investi l'ordre genré avec les outils et méthodes renouvelées (des dispositifs d'enquêtes expérimentaux avec les enfants, par exemple) qu'ils proposent (*Politix*, 2012). Plus encore, un même développement n'existe pas du côté des adultes : le terme de socialisation tend à être réservé aux enfants, et la socialisation secondaire à être résumée, en France, à la socialisation professionnelle, avec des travaux anciens et importants sur la sexuation des professions (Maruani, 1998 ; Laufer *et alii*, 2003 ; Guichard *et alii*, 2008). Si aux Etats-Unis, des travaux sur la socialisation politique des adultes se développent depuis une vingtaine d'années (Siegel, 1989), ils se sont en revanche peu saisis de la dimension genrée de ce processus. Le caractère genré de la socialisation conjugale, parentale...et bien sûr politique des adultes reste ainsi largement à explorer.

La socialisation produite par l'engagement politique

Plutôt que d'envisager l'influence de la famille, de l'école ou des pairs sur les comportements électoraux, on peut inverser la perspective et analyser les groupes militants comme des instances de socialisation, et la socialisation politique comme la socialisation produite par une institution politique, dont les effets ne s'arrêtent pas aux seules activités désignées comme politiques. On voit alors que cette socialisation travaille le genre, c'est-à-dire qu'elle peut faire évoluer les manières d'incarner et de penser sa position de sexe, et que, réciproquement, le genre travaille cette socialisation, modèle les expériences d'engagement politique et leurs effets.

L'intérêt renouvelé pour les mobilisations des années 1970 d'une part, et pour les mouvements féministes d'autre part, a permis d'explorer les effets de la participation à ces mouvements sur les rapports des individus, le plus souvent des femmes, aux normes de conduite genrée et sexuelle (Sapiro, 1989). Julie Pagis (2009) montre que parmi ses enquêtés anciens « soixante-huitards », les femmes s'identifient bien davantage que les hommes à une « génération mai 68 », et considèrent plus qu'eux que leurs trajectoires et leurs pratiques familiales et professionnelles, en ont été transformées, en lien notamment avec une adhésion

au féminisme. Elle parle ainsi de « micro-unités de générations politiques genrées » pour souligner le fait que les rapports sociaux de sexe sont cruciaux dans le processus de constitution de ces générations. Cette « nouvelle conscience de genre » (Zancarini-Fournel, 2002), produite par l'engagement militant, peut ainsi transformer des trajectoires non seulement politiques, mais aussi conjugales ou professionnelles. C'est ce phénomène qu'explorent Catherine Achin et Delphine Naudier (2010) en s'intéressant aux appropriations pratiques du féminisme par des femmes « ordinaires », marquées notamment par l'extension des cercles de sociabilité féminine.

L'engagement politique ne doit pas nécessairement être féministe pour transformer les manières d'envisager les comportements appropriés pour une femme : c'est ce que montre Magali Della Sudda (2007) à travers l'exemple des ligueuses catholiques françaises du début du XX^{ème} siècle, qui défendent certes des positions conservatrices quant aux rôles genrés, mais le font en investissant des formes d'activités politiques jusqu'alors monopolisées par les hommes. Réciproquement, les organisations « progressistes », qui adhèrent à l'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes, ne produisent pas nécessairement une subversion des normes dominantes de genre en leur sein. Si les effets biographiques de l'engagement sont genrés, c'est aussi parce que l'expérience militante elle-même est façonnée par le genre (Whittier, 1998 ; Fillieule et Roux, 2009) : y être attentive présente l'intérêt de mettre l'accent autant sur le travail d'homogénéisation que de différenciation que produit l'appartenance à une institution militante (Lagroye, 2002). Mc Adam (1992) fait ainsi du genre un « médiateur » de l'expérience militante, qui modèle à la fois les modes de participation au mouvement des droits civiques et les effets de cet engagement sur les trajectoires. L'attention portée à la division sexuée du travail militant permet de repérer une répartition des pratiques quotidiennes entre les tâches « masculines », c'est-à-dire à la fois majoritairement pratiquées par des hommes et ajustées à leurs supposées qualités naturelles, valorisées (écrire des tracts, coller des affiches la nuit...), et les tâches « féminines », invisibilisées (écouter attentivement en réunion, prendre en charge les repas...), y compris dans des mouvements « progressistes » (Dunezat, 2004 ; Bargel, 2005). En assignant des rôles différenciés aux hommes (« attirer l'attention ») et aux femmes (« donner de l'attention »), et en valorisant les tâches dévolues aux hommes, la hiérarchie interne à ces groupes renouvelle la division traditionnelle du travail entre les sexes, et occasionne une « socialisation de renforcement » (Bourdieu et Passeron, 1970) qui réaffirme sans les transformer les normes dominantes de genre, autrement dit aux effets « fixateurs » (Darmon, 2010). La division genrée de l'expérience d'engagement politique a pour effet l'acquisition de compétences différenciées par les militantes et les

militants. Cet aspect de la socialisation politique genrée devient crucial dès lors que l'on s'intéresse à l'apprentissage du métier politique, avant et après l'accès à des mandats électifs.

La socialisation au métier politique

Les organisations partisanses sont tout à la fois des lieux de militantisme, de sélection du personnel politique et de socialisation informelle au métier politique. En s'intéressant aux interactions entre pairs en tant que mécanismes formateurs, on met en évidence les spécificités d'un apprentissage qui ne se dit pas comme tel (Bargel, 2009). Ce type d'apprentissage tend à reproduire des logiques sociales et sexuées de sélection, de deux manières : de façon tacite d'une part, parce qu'il repose sur des attentes informulées, des dispositions – à la discussion politique, à aimer apprendre, à la prise de parole en public, etc. – inégalement distribuées, mais aussi sur la création de liens interpersonnels structurés par une homophilie qui favorise la reproduction de la composition socio-sexuée du groupe. Mais cette sélection a également lieu, d'autre part, de manière plus active dans le repérage, par les anciens, des profils susceptibles de monter et de satisfaire ainsi à la nécessité (plus ou moins intense selon les organisations) de renouveler les « cadres ». De plus, la démonstration d'attributs caractéristiques d'une virilité populaire est susceptible, dans certaines configurations socio-politiques (Bargel et Yon, 2013), de fournir des ressources à ceux (mais aussi, en des circonstances bien précises, à celles) qui cherchent à se voir reconnaître une légitimité en tant que « militant.e » ou en tant que « négociateur » dans les luttes internes. L'apprentissage des règles du jeu politique, qui commence bien avant l'accès à un mandat électif, est ainsi fortement modelé par le genre.

L'adoption de la loi sur la parité en France répondait en partie à la volonté d'outrepasser le blocage des carrières féminines au sein des partis politiques. Ce moment a fourni l'occasion à une série de recherches de s'intéresser aux façons dont les femmes et les hommes nouvellement élus s'approprient leurs rôles (Achin *et alii*, 2007). Il faut encore souligner l'importance de ce qui se passe avant l'accès au mandat proprement dit. Les positions que les femmes élues de la parité peuvent occuper, et ainsi les rôles politiques qu'elles sont en mesure de s'approprier, sont en partie déterminés *a priori*, lors des désignations des candidat.e.s aux élections, désignations qui restent largement aux mains des états-majors partisans. On a ainsi pu observer lors des élections municipales de 2001, que les têtes de liste avaient choisi de préférence des femmes novices en politique, au détriment de militantes ou d'élues plus

expérimentées, manière à la fois de souligner ses liens avec la « société civile » et de renforcer son leadership. Le suivi des campagnes électorales et l'observation des assemblées élues font bien apparaître combien l'entrée des femmes en politique et leur ascension dans cet univers s'accompagnent de rappels à l'ordre genré du monde social. La presse est l'un des lieux par excellence où les femmes politiques sont ramenées à l'identité attendue : appelées par leur prénom, désignées par leurs liens familiaux à un homme, commentées pour leur aspect physique... Même dans des institutions professionnalisées comme le Conseil régional d'Ile de France (Dulong et Matonti, 2007), la prise de parole en public continue à être un exercice « masculin » – ils s'y prêtent beaucoup plus souvent et avec beaucoup plus de plaisir que les femmes et ils en ont taillé au fil du temps les obligations. Or, la visibilité des femmes, et par conséquent leurs opportunités de monter dans la hiérarchie partisane, reposent en partie sur la prise de parole publique. À nouveau, l'entrée dans le champ politique semble créer majoritairement des socialisations de renforcement, de fixation, des rôles genrés traditionnels. Plus encore, les élections municipales de 2008 ont montré un fort turn-over des élues (Achin et Lévêque, 2011) : les femmes ont ainsi été plus nombreuses que les hommes à sortir du jeu politique au bout d'un mandat seulement, signe de leur socialisation impossible au métier politique, taillé à la mesure de qualités réputées masculines.

Si elle reste encore largement à explorer, l'attention portée à la dimension genrée du processus de socialisation a montré son intérêt heuristique : le genre fonctionne en effet comme un outil analytique pour explorer le caractère tacite, corporel en particulier (Court, 2010), de la socialisation. La démarche amène, de plus, à sortir d'une vision univoque de la socialisation comme homogénéisation des individus socialisés, pour insister conjointement sur la différenciation qu'elle produit. Ces bénéfices scientifiques sont particulièrement forts pour les objets de la science politique : l'attention au genre éclaire, re-problématise, la socialisation « normale » des hommes - électeurs, militants, élus, et même présidentiables (Achin *et alii*, 2008) - dans ses dimensions implicites et corporelles en particulier.

ACHIN (Catherine) *et alii*, *Sexes, genre et politique*, Paris, Economica, 2007.

BARGEL (Lucie), *Jeunes socialistes/ jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009.

MCADAM (Doug), « Gender as a Mediator of the Activist Experience: The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 97, n° 5, 1992, p. 1211-1240.

MUXEL (Anne), « Socialisation et lien politique », dans Thierry Bloss (dir.) *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2001, p. 27-44.

SAPIRO (Virginia), *The Political Integration of Women: Roles, Socialization, and Politics*, Illinois, University of Illinois Press, 1984.

Renvois : Partis politiques - corps/ incarnation du politique - mouvements sociaux – militantisme - professionnalisation politique – politisation - comportements électoraux/ vote

ACHIN (Catherine) et LEVEQUE (Sandrine), *Femmes en politique*, Paris, La Découverte, 2006.

ACHIN (Catherine) et LEVEQUE (Sandrine), « ‘L’une chante, l’autre pas’ ». La parité aux élections municipales de 2001 et 2008 », dans Eric Agrikoliansky, Jérôme Heurtaux et Brigitte Le Grignou (dir.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Paris, Atheles, 2011.

ACHIN (Catherine), DORLIN (Elsa) et RENNES (Juliette) (dir.), « Le corps présidentiable », *Raisons politiques*, 31, 2008.

ACHIN (Catherine) et NAUDIER (Delphine), « Trajectoires de femmes ordinaires dans les années 1970 : La fabrique de la puissance d’agir féministe », *Sociologie*, 1 (1), 2010, p. 77-93.

ADLER (Patricia A.), KLESS (Steven J.) and ADLER (Peter), « Socialization to Gender Roles : Popularity among Elementary School Boys and Girls », *Sociology of Education*, 65 (3), 1992, p. 169-187.

AGRIKOLIANSKY (Eric) et LEVEQUE (Sandrine), « Les absents du scrutin : logiques de la démobilisation électorale », dans Eric Agrikoliansky, Jérôme Heurtaux et Brigitte Le Grignou (dir.), *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Paris, Atheles, 2011.

BARGEL (Lucie), « La socialisation politique chez les jeunes militant-e-s : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre », *Nouvelles questions féministes*, 24 (3), 2005, p. 36-49.

BARGEL (Lucie) et YON (Karel), « Configurations politico-syndicales et production de normes militantes. Les cadres de l’U.N.E.F. et du M.J.S. depuis les années 1970 », dans Nicolas Defaud et Aurélie Llobet (dir.), *La condition politique des syndicats. Approche comparée*, Paris, L’Harmattan, Coll. « Cahiers politiques », 2013.

BILLAUD (Solène), GOLLAC (Sibylle), OESER (Alexandra), PAGIS (Julie) (dir.), *Histoires familiales. Production et transmission du passé dans la parenté contemporaine*, Paris, Editions de la Rue d’Ulm, 2013.

- BOURDIEU (Pierre) et PASSERON (Jean-Claude), *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Editions de Minuit, 1970.
- COURT (Martine), *Corps de filles, corps de garçons : une construction sociale*, Paris, La Dispute, 2010.
- CROITY-BELZ (Sandrine) *et alii*, *Genre et socialisation de l'enfance à l'âge adulte*, Paris, ERES, 2010.
- DAFFLON NOVELLE (Anne) (dir.), *Filles-garçons. Socialisation différenciée ?*, Grenoble, PUG, 2006.
- DARMON (Muriel), *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2010.
- DELALANDE (Julie), *La cour de récréation : contribution à une anthropologie de l'enfance*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001.
- LIGNIER (Wilfried), LOMBA (Cédric), RENAHY (Nicolas) (dir.), « Différencier les enfants », *Politix*, n°99, 2012.
- DULONG (Delphine) et MATONTI (Frédérique), « Comment devenir un(e) professionnel(le) de la politique. L'apprentissage des rôles au Conseil Régional d'Île-de-France », *Sociétés et représentations*, n° 24, 2007, p. 251-268.
- FILLIEULE (Olivier) et ROUX (Patricia) (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
- FILLIEULE (Olivier), « Socialization and Social Movements », dans David A. Snow, Donatella Della Porta, Bert Klandermans et Doug McAdam (eds.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and political Movements*, Oxford, John Wiley and Sons Ltd, 2013.
- GUICHARD-CLAUDIC (Yvonne), KERGOAT (Danièle) et VILBROD (Alain) (dir.), *L'inversion du genre : Quand les métiers masculins se conjuguent au féminin... et réciproquement*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.
- IHL (Olivier), « Socialisation et événements politiques », *Revue Française de Science Politique*, 52 (2-3), 2002, p. 125-144.
- KLAWITER (Maren), *The biopolitics of breast cancer. Changing cultures of disease and activism*, Minnesota, University of Minnesota press, 2008.
- LAGROYE (Jacques), « L'institution en pratiques », *Revue Suisse de Science Politique*, 8 (3-4), 2002, p. 114-128.

- LAUFER (Jacqueline), MARRY (Catherine), et MARUANI (Margaret) (dir.), *Le travail du genre. Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, Paris, La Découverte, , 2003.
- LEMEL (Yannick) et ROUDET (Bernard) (dir.), *Filles et garçons jusqu'à l'adolescence socialisations différentielles*, Paris, L'harmattan, 1999.
- MARUANI (Margaret) (dir.), *Les Nouvelles frontières de l'inégalité. Hommes et femmes sur le marché du travail*, Paris, La Découverte, 1998, 283 p.
- MAYER (Jeremy D.) and SCHMIDT (Heather M.), « Gendered political socialization in four contexts: political interest and values among junior high school students in China, Japan, Mexico, and the United States », *The Social Science Journal*, 41(3), 2004, p. 393-407.
- OESER (Alexandra), « Genre et enseignement de l'histoire. Etude de cas d'un *Gymnasium* de la ville de Hambourg », *Sociétés et Représentations*, n° 24, 2007, p. 111-128.
- PAGIS (Julie), « Repenser la formation de générations politiques sous l'angle du genre. Le cas de Mai-Juin 68 », *Clio*, n°29, 2009, p. 97-118.
- PASSERON (Jean-Claude) et DE SINGLY (François), « Différences dans la différence : socialisation de classe et socialisation sexuelle », *RFSP*, 34 (1), 1984, p. 48-78.
- RUEL (Sophie), *La construction culturelle des sexes du point de vue des enfants*, Thèse de sociologie, Université de Caen, 2009.
- SAPIRO (Virginia), « The women's movement and the creation of gender consciousness: Social movements as socialization agents », dans Orit Ichilov (ed.), *Political socialization for democracy*, New York, Teachers College Press, 1989, p. 266–280.
- SIGEL (Roberta S.) (ed.), *Political Learning in Adulthood*, Chicago, University of Chicago Press, 1989.
- TOURNIER (Vincent), *La politique en héritage ? Socialisation, famille et politique : bilan critique et analyse empirique*, Thèse de science politique, IEP Grenoble, 1997.
- TREVOR (Margaret C.), « Political socialization, party identification and the gender gap », *Public Opinion Quarterly*, 63, 1999, p. 62-88.
- WHITTIER (Nancy), « Introduction to the special issue on gender and social movements », *Gender & Society*, part 1, 1998, 12(6), p. 622-625 and part 2, 1999, 13(1), p. 5-7.
- WHITTIER (Nancy), *Feminist Generations. The persistence of the radical women's movement*, Temple, Temple university press, 1995.
- ZAIMAN (Claude), *La mixité à l'école primaire*, Paris, L'Harmattan, , 1996.
- ZANCARINI-FOURNEL (Michelle), « Genre et politique : les années 1968 », *Vingtième siècle*, 75, 2002, p. 133-143.